

Sécurité alimentaire

**PAS
DE NOURRITURES
SANS
AGRICULTURES**

Le ministère de l'Agriculture et de la Pêche s'attache à concilier la viabilité économique des exploitations agricoles avec les attentes de la société en matière de développement durable. Plus de quarante années de Politique agricole commune (PAC) ont permis à l'Europe de couvrir ses besoins alimentaires à des coûts raisonnables pour les consommateurs et de participer à la sécurité alimentaire du globe. Comment l'agriculture pourra-t-elle nourrir trois milliards d'êtres humains supplémentaires d'ici 2050 et répondre au développement des nouveaux débouchés non-alimentaires ?

L'alimentation est au cœur des préoccupations des sociétés humaines depuis les débuts de l'humanité. Ne pas en disposer, c'est disparaître. D'où la nécessité de développer la production agricole et des techniques pour déplacer à la fois dans l'espace et dans le temps la ressource alimentaire. Tous les processus de production et de transformation débouchent sur la sécurité alimentaire», souligne Alain Branger, inspecteur de l'enseignement agricole. Le propos peut paraître évident mais c'est une réalité souvent oubliée dans la perception de l'agriculture et de l'agroalimentaire qui confère au secteur primaire un caractère stratégique que l'économie politique a fréquemment souligné, des physiocrates du XVIII^e siècle à Malthus. «La fourniture garantie des aliments de base est presque aussi importante pour une nation que sa sécurité», évoquait l'ambassadeur de l'Inde à l'Organisation mondiale du commerce en 2001. Deux régions du globe y sont particulièrement parvenues : les États-Unis d'Amérique (USA) et l'Europe que Dominique Bodin-Rodier, docteur en sciences politiques, qualifie de «grands fauves nourriciers» dans son livre *La guerre alimentaire a commencé*. Car «ils détiennent les ressources agricoles et alimentaires nécessaires à la survie de l'humanité, mais surtout la possibilité de les acheminer aux quatre coins du globe». Une arme à l'égale de la puissance nucléaire selon l'auteur. Cet avantage est un legs somme toute récent de la construction européenne. Au sortir de la seconde guerre mondiale, les pénuries alimentaires tardent à se résorber. En France, le pain n'a cessé d'être rationné qu'en 1949. Au début des années 60, les importations alimentaires françaises restent supérieures à celles pour approvisionner le pays en énergie. La modernisation et l'équipement des exploitations, encouragés par les aides américaines

du Plan Marshall, ont permis de libérer la main d'œuvre et de gagner en productivité, relayés par les politiques publiques nationales et à partir de 1962 par la Politique agricole commune. À l'exception notable des huiles et protéines végétales, la PAC « a permis l'autosuffisance alimentaire de l'Europe et renversement de l'Histoire, a fait de cette région l'un des premiers ensembles exportateurs du monde », souligne Louis Malassis dans son dernier ouvrage ⁽¹⁾. La production agricole européenne double en 15 ans créant de premiers excédents résorbés depuis. Le progrès technique aidant, les rendements moyens en blé sont ainsi passés de 20 quintaux par hectare dans les années 1950 à des niveaux proche de 80 quintaux aujourd'hui.

La France premier producteur agricole européen

La France est devenue le premier producteur agricole européen (63 milliards d'euros) et l'un des principaux exportateurs mondiaux de produits agricoles et transformés (lire p. 40 à 45) tout en conservant et développant la spécificité de ses productions.

Il est difficile de déterminer la part de l'agriculture française dans le panier de la ménagère. Toutefois, en quarante ans, les consommateurs consacrent moins de leurs ressources à se nourrir alors que la ration alimentaire moyenne dépasse les 3 500 calories par jour. De 20 % au début des années 1960, la part de l'alimentation descend en 2001 à 14 % de la consommation des ménages en volume selon l'Insee*. Depuis les années 1980, la croissance des dépenses alimentaires est faible (+ 0,5 % par an en moyenne). Les comportements alimentaires ont changé au profit de produits transformés et préparés. Toutefois, la malnutrition n'est pas absente du sol européen. Parallèlement à la progression de l'obésité (lire p 17.), près de 4 millions d'européens ont recours aux banques alimentaires. En 2005, 220 000 tonnes de denrées ont été distribuées dont 41 % provenaient des excédents communautaires (céréales, lait, beurre...). Créé en 1987, le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) a mobilisé 264 millions d'euros en 2006.

À l'échelle mondiale, le paradoxe est présent. Le nombre de personnes en surpoids dépasse la population souffrant de la sous-alimentation—disposant de moins de 1 900 calories par jour. L'OMS* dénombre 1 milliard d'adultes en surpoids et le rapport du 30 octobre 2006 de la FAO chiffre les victimes de la faim à 854 millions de personnes, dont 820 millions dans les pays en développement. À

cela plusieurs causes notamment politiques, car les disponibilités en nourriture permettraient d'alimenter 6 milliards d'êtres humains : répartition des ressources, accès aux intrants et à la mécanisation difficile pour la majorité des paysans... Dans la perspective des années 2050, il faudra nourrir plus de 3 milliards de personnes supplémentaires. La demande sera multipliée par deux à la faveur de l'accroissement des revenus, qui en incitant les consommateurs à opter pour un régime alimentaire, plus varié et plus nutritif, entraînera une hausse de la consommation de viandes. La consommation d'eau augmentera de 50 % et la majorité de l'humanité sera urbaine alors que la pression va s'accroître sur la biodiversité, et les principales ressources naturelles (sols, eau) et fossiles. Les changements climatiques attendus risquent également d'avoir des conséquences sur la capacité de l'agriculture à répondre à ces enjeux. Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR— lire encadré) appelle à une nouvelle alliance pour le XXI^e siècle. Membre fondateur et contributeur, la France vient de consolider son partenariat avec cet organisme multilatéral. La lettre cadre signée le 17 octobre 2006 à Paris implique le ministère de l'Agriculture et de la Pêche, les ministères des Affaires Étrangères et de la Recherche, de même que les organismes de recherche impliqués en agronomie et sciences de l'environnement : Inra*, Cemagref*, IRD*, Cirad*.

Dans ce contexte général, quelle peut être la contribution de l'agriculture française à ce défi alimentaire ? C'est l'un des points que devraient éclairer les Assises de l'agriculture, qui se déroulent au Conseil économique et social le 22 novembre 2006 à l'instigation de Dominique Bussereau, ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Plusieurs questions cruciales seront abordées lors de ces Assises : « Est-ce que l'agriculture française a vocation à nourrir le monde et de se conformer à la vocation de grande puissance agricole, qui est la sienne depuis un demi-siècle ? La croissance de la demande alimentaire mondiale, mais aussi l'exigence de qualité et de traçabilité, représentent une chance pour l'agriculture française. Allons-nous vers une spécialisation des productions agricoles par continent ou par pays ? Entre productions alimentaires et valorisation non alimentaires des produits agricoles, la France peut-elle répondre présente à tous les niveaux ? ». La synthèse des Assises sera publiée dans le Bimagri 1523 1

(1) *Ils vous nourriront tous, les paysans du monde, si...*, Louis Malassis, éditions Quae 2006.

* Consulter le glossaire p. 3

Vaincre la pauvreté par la recherche agricole

Réduire l'extrême pauvreté, la réalisation du premier des huit objectifs de développement pour le millénaire adoptés en 2000 par 189 pays passe par la croissance de la production agricole. La pauvreté est dans une large mesure la conséquence d'une agriculture improductive. Plus de 60% des personnes vivant avec moins d'un dollar par jour sont des ruraux. La croissance agricole dépend d'une combinaison de facteurs dont celui de la recherche et de la disponibilité de nouvelles technologies. Depuis plus de 30 ans, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) encourage les travaux scientifiques menés à l'échelle mondiale. Il compte plus de 8 500 scientifiques travaillant dans 100 pays. Fondé en 1971, le CGIAR est une alliance stratégique de pays, d'organisations internationales et de fondations privées qui appuient 15 centres internationaux de recherche agricole travaillant avec les instituts nationaux de recherche et les associations. Impliqué dans la Révolution verte qui dans les années 70 a permis d'accroître la production agricole dans les pays en développement (Inde, Maroc...), le CGIAR appelle aujourd'hui ses membres à définir les outils d'une « révolution doublement verte », selon les termes de Michel Griffon. « À l'objectif premier de produire de la nourriture durablement c'est à dire en quantité et en qualité dans des conditions environnementales acceptables », explique Daniel Rocchi, officier de liaison français au secrétariat du CGIAR à Washington.

En savoir plus : <http://www.cgiar.org>

Jacques Brulhet

Continuons à cultiver nos territoires

Jacques Brulhet, est membre du COPEIAA⁽¹⁾ et vice-président délégué du Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux (CGAAER) où il préside la section alimentation santé.



Bimagri : Les Français perçoivent-ils la part de l'agriculture dans leur alimentation ?

Jacques Brulhet : Mes autres fonctions de chef du corps des inspecteurs de la santé vétérinaire me mobilisent d'abord sur les questions de sécurité sanitaire des aliments. Mais au sein du COPEIAA, j'ai souhaité mettre l'accent sur la suffisance alimentaire. Notre ministère est chargé de nourrir nos compatriotes qui ont parfois la sensation que c'est à la distribution qu'ils doivent leur alimentation alors que l'agriculture nationale contribue majoritairement au contenu de leur assiette.

Bimagri : La France et l'Europe peuvent-elles avoir faim ?

Jacques Brulhet : Je vois plusieurs menaces sur la qualité de l'approvisionnement : le découragement de nos agriculteurs et la désaffectation du métier de paysan qui ne facilitent pas la transmission des exploitations ; la mondialisation laissant croire qu'on pourra toujours s'alimenter en important ce dont nous avons besoin ; la concurrence des débouchés non alimentaires sur les terres agricoles. Il ne faut pas perdre de vue l'objectif d'autosuffisance de notre pays. L'augmentation probable des coûts de transports réduira la compétitivité des produits des pays émergents. Raison de plus pour continuer à cultiver nos territoires. Quelle sera l'incidence du développement des nouveaux débouchés (biocarburants, chimie verte) sur l'offre alimentaire ? Tous les scénarii sont possibles.

Bimagri : Quel éclairage apporte le COPEIAA sur les questions de sécurité alimentaire ?

Jacques Brulhet : C'est un creuset d'experts d'origines très variées qui éclairent le ministre sur la prospective et les stratégies possibles à moyen et long terme. Il faut soutenir les agriculteurs d'aujourd'hui car nous aurons besoin d'eux dans dix ans. Ne pas perdre une génération de producteurs comme cela a été le cas avec la sidérurgie française. Le COPEIAA s'est penchée notamment sur le fait que la tension actuelle sur les prix agricoles ne doit pas laisser à penser que le seul marché suffirait à assurer les revenus des agriculteurs. L'histoire nous apprend que ces périodes ne durent pas.

Bimagri : L'intérêt accordé par les organisations internationales au développement agricole est-il suffisant ?

Jacques Brulhet : Au nom du Président de la République, Dominique Bussereau s'est exprimé le 30 octobre à Rome devant le comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO. Il a clairement souligné le rôle primordial que doit jouer l'agriculture dans le combat contre la faim et la pauvreté. Un signal fort en faveur de la FAO, du programme alimentaire mondial et du Fonds international pour le développement agricole dont la coordination doit être renforcée. La France a un rôle particulier vis-à-vis de deux régions du monde où la malnutrition est loin d'être réglée : la rive sud de la Méditerranée et l'Afrique subsaharienne. Le dernier rapport du COPEIAA insiste sur ce point. Les africains se privent pour envoyer leurs enfants en Europe par les moyens que l'on sait au lieu de poursuivre la culture de leurs terres. Nous devons aider à leurs faire comprendre que ce n'est pas de la bonne solution.

(1) Conseil de prospective européenne et internationale pour l'agriculture et l'alimentation